



LA DG MET EN ŒUVRE LES RÉFORMES AU DÉTRIMENT DE LA SANTÉ DES AGENTS !

Montreuil, le 05/11/2020

Plus de huit mois de crise sanitaire et sociale, une deuxième vague qui s'annonce particulièrement virulente malgré un nouveau confinement, la santé des agents et des collectifs de travail mis à rude épreuve, le télétravail comme nouvelle norme pendant ce pic de pandémie, des agents légitimement inquiets et une population en colère face aux choix gouvernementaux de protéger les profits des grandes entreprises et les dividendes des actionnaires plutôt que la santé publique et la protection sociale...

Une situation aussi exceptionnellement dégradée et des agents subissant en permanence des restructurations ne justifiaient-ils pas à minima la suspension des réformes engagées à la DGFIP ? Les agents n'ont-ils pas suffisamment de choses à gérer en cette période compliquée, continuité de l'État, soutien à la vie économique et financière du pays, service au public... pour ne pas en rajouter ?

Pour la CGT Finances Publiques, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public doivent être tout simplement abandonnées, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire et sociale.

Pourtant pour la DG, il s'agit de continuer mordicus les réformes, posture idéologique méprisante envers les agents et le public ! Lors d'une précédente audioconférence avec les organisations syndicales, le directeur général, M. Fournel, a déclaré que la contestation avait eu lieu et que le temps était à la mise en œuvre des réformes.

Preuve en est la succession de groupes de travail et comités techniques sur le nouveau réseau de proximité et les suppressions de sites attenants, sur la démétropolisation, sur la chaîne comptable et la séparation ordonnateur-comptable, sur le recouvrement forcé et l'agence France recouvrement, sur les lignes directrices de gestion, jusqu'aux suppressions d'emplois et le recrutement concomitant de contractuels précaires. La liste n'est pas exhaustive.

Pour la CGT, la santé des agents est la priorité. Le dialogue social doit aujourd'hui être consacré à la protection sanitaire des agents. Quel sens donner au dialogue social actuel sur la mise en œuvre des réformes rejetées par les agents ? : une chambre d'enregistrement dont le seul but est d'associer les organisations syndicales à scier la branche sur laquelle nous sommes tous assis.

Rien n'est écrit d'avance, toutes et tous ensemble nous pouvons être plus forts. C'est pourquoi, même dans cette période inédite et imprévisible, la CGT Finances Publiques continue d'être présente à vos côtés pour défendre notre santé ainsi que nos droits et nos missions de service public.

**C'est collectivement que nous pourrons
nous faire entendre, assurer la protection de toutes et tous,
arrêter ces réformes mortifères et incessantes,
et faire avancer nos revendications !**



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 -
☎ : 01.48.70.71.63 📱 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

